

Mercredi (matin) 21 janvier 2015

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**11 2014.RRGR.660 Motion 133-2014 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Projet Aarewasser: compensation des surfaces d'assolement perdues**

N° de l'intervention: 133-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 11.06.2014
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole)
Augstburger (Gerzensee, UDC)
Berger (Aeschi, UDC)
Cosignataires: 16
N° d'ACE: 1448/2014 du 3 décembre 2014
Direction: TTE

Projet Aarewasser: compensation des surfaces d'assolement perdues

Le Conseil-exécutif est chargé de veiller à la compensation intégrale des surfaces d'assolement perdues du fait du projet Aarewasser.

Développement

Le projet Aarewasser a été lancé en 2005 dans le but de renforcer la protection contre les crues et de garantir les captages d'eau potable à long terme. Le Grand Conseil a alloué le crédit d'étude en 2006 et un crédit complémentaire en 2008.

Le projet n'a cependant pas la protection contre les crues pour seule vocation, il s'agit également d'un projet de revitalisation de l'Aar de grande envergure qui entraîne la disparition de surfaces forestières et agricoles : 23,1 hectares de surfaces agricoles seront sacrifiés, dont 6,2 hectares de surfaces d'assolement.

Or les surfaces d'assolement bénéficient d'un dispositif de protection particulier puisqu'elles constituent les meilleures surfaces agricoles de Suisse. Le plan sectoriel des surfaces d'assolement a ainsi pour objectif de préserver au minimum 438 560 hectares.

Chaque canton est tenu d'assurer un contingent déterminé. D'après la réponse donnée par le Conseil-exécutif à l'interpellation 076-2014 « Surfaces d'assolement : qui cherche trouve ? », la superficie minimale à réserver aux surfaces d'assolement dans le canton de Berne est de 82 200 hectares. Or, toujours selon le Conseil-exécutif, les surfaces d'assolement effectives ne représentent plus que 79 100 hectares.

Dans ces conditions, on ne saurait tolérer que de vastes surfaces d'assolement disparaissent sans compensation du fait de projets de revitalisation de cours d'eau.

Les 9,3 hectares de forêt qui vont devoir être coupés à cause du projet Aarewasser seront compensés en vertu de la loi sur les forêts : 4,2 hectares seront replantés à Uetendorf au lieu-dit Amerika-Egge et des mesures seront prises en faveur de la nature et du paysage.

Réponse du Conseil-exécutif

Le projet « Protection durable contre les crues de l'Aar entre Thoune et Berne » (ci-après « Aarewasser ») est un projet extrêmement important, car il vise à mettre à l'abri des inondations et de leurs conséquences de nombreux secteurs bâtis ainsi que des infrastructures majeures. Pour freiner l'érosion en constante progression du fond du lit de l'Aar, garantir une protection durable contre les crues ainsi que la préservation des eaux souterraines, il faut ménager à la rivière davantage d'espace dans les secteurs qui s'y prêtent, l'objectif étant de limiter au maximum le préjudice causé aux cultures agricoles.

Afin de rendre possible la stabilisation indispensable du fond du lit de l'Aar, 23,2 hectares de surfaces agricoles utiles (15,2 ha de surfaces à litière, 1,1 ha de surfaces d'exploitation extensive et 6,9 ha de surfaces d'assolement) doivent être utilisés pour le projet *Aarewasser*. En outre, conformément à la législation fédérale révisée sur la protection des eaux, des espaces réservés aux eaux à exploiter de manière extensive sont à définir. Environ cinq hectares supplémentaires de surfaces d'assolement vont être mobilisés à cet effet. Au total, ce sont donc 11,9 hectares de cette catégorie qui se trouvent affectés. La question de savoir s'ils doivent être remplacés, et dans quelle mesure le cas échéant, est régie par le document de la Confédération *Plan sectoriel des surfaces d'assolement – Aide à la mise en œuvre 2006*.

Les consignes de la Confédération relatives au remplacement de surfaces d'assolement soustraites sont diverses et complexes. Elles ne peuvent par conséquent faire l'objet d'explications détaillées dans cette réponse. L'essentiel est que dans le cas présent, toutes les investigations obligatoires ont été menées. Il s'avère ainsi que sur les 11,9 hectares susmentionnés, 3,7 au total vont effectivement disparaître et doivent être remplacés.

Dans le cadre du projet *Aarewasser*, la perte de surfaces d'assolement sera compensée par la valorisation de 3,7 hectares de terres agricoles sur les communes de Jaberg et d'Uetendorf. Les travaux consisteront à bonifier ces terres – dont la masse volumique ne répond pas actuellement aux exigences posées pour ce type de surfaces – par l'apport selon les méthodes ad hoc de couches supérieures et inférieures du sol adaptées, afin d'en faire des surfaces d'assolement de bonne qualité.

Le volume de couches supérieures du sol et de sous-sol déplacé pour la réalisation du projet offre également la possibilité d'amender d'autres surfaces agricoles dégradées de façon à ce qu'elles remplissent les critères permettant de les considérer comme des surfaces d'assolement.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

La présidente. Nous passons donc tout de suite à l'affaire 11, motion de M. Krähenbühl, Projet aarewasser: compensation des surfaces d'assolement perdues. Le Conseil-exécutif est prêt à accepter cette motion, mais il veut la classer. Tout d'abord, je pose la question, est-ce que quelqu'un est contre l'adoption? Je parle de l'adoption. – Non. Le motionnaire conteste le classement, je vous prierais de vous concentrer sur le classement de la motion. Monsieur, vous remplacez M. Krähenbühl si j'ai bien compris, c'est à vous M. Augstburger. Les groupes peuvent s'annoncer sur le classement.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Herzlichen Dank an die Regierung für die Beantwortung und die Annahme dieser Motion. Es freut uns, dass man grundsätzlich gewillt ist, auch in diesem Projekt zu erfüllen, was auf Bundesebene im Sachplan 2006 über die Fruchtfolgeflächen ohnehin geregelt ist. Nach einer ersten Durchsicht der Regierungsantwort hatten wir Motionäre den Eindruck, dass man diese Motion aufgrund der Fakten, die aus dieser Antwort hervorgehen, abschreiben könnte. Beim genaueren Hinsehen sind uns jedoch Zweifel bezüglich der Umsetzung gekommen.

Auch die Äusserung, dieses Thema sei dermassen komplex, dass es an dieser Stelle nicht im Einzelnen erläutert werden könne, hat unser Vertrauen nicht gefördert. Das Merkblatt der Landwirtschaftsdirektorenkonferenz vom April 2014, in dem die wesentlichen vier Punkte zum Umgang mit Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum umschrieben sind, hätte durchaus als Vermerk Platz gefunden, und diese Grundlagen waren ja sicher auch für die Aussagen der Regierung entscheidend. Anscheinend gibt es eine kleine Tabelle, in der diese Flächenveränderungen detaillierter aufgeführt sind. Mehr Transparenz wäre unseres Erachtens hier ebenfalls angebracht gewesen. Aus der Antwort ist zudem weder ersichtlich, welchen Status diese Flächen in Uetendorf heute haben, noch, wo nach im Sachplan Fruchtfolgeflächen aufgewertet werden sollen. Hier hat sich beim weiteren Nachfragen auch gezeigt, dass die 3,7 Hektaren bereits im Inventar des Kantons Bern sind, aber anscheinend nicht mehr den heutigen Qualitätsansprüchen genügen. De facto ist

das natürlich nicht ein Ersatz, sondern eine Aufwertung von Flächen, die heute sowieso bereits im Sachplan aufgeführt sind. Hier könnte vielleicht auch der Grund liegen, weshalb in der Regierungsantwort zur Motion gar nicht mehr Transparenz erwünscht ist. Wenn wir Fragen stellen, dürfen wir eigentlich auch Antworten erwarten, die nicht konstruiert sind, sondern Klarheit schaffen. Im Weiteren wäre auch interessant zu wissen, was im Projekt mit den andern 8,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen geschieht, die nur bedingt wegfallen.

Wir haben in diesem Zusammenhang versucht, einen entsprechenden Bericht zu erhalten. Ein solcher wurde uns aber mit dem Hinweis auf ein hängiges Verfahren nicht zugestellt. Zudem sind auf Bundesebene zahlreiche Standesinitiativen hängig zum Thema, wann Fruchtfolgeflächen im Gewässerraum angerechnet werden dürfen. Aufgrund dieser vielen offenen Fragen und den Tatsachen, dass die 3,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen in der Gesamtrechnung nicht ersetzt werden und dieses Projekt einen längerfristigen Horizont hat, sollte man diese Abschreibung nicht zugestehen. Das gilt auch im Hinblick auf eine minimale Ernährungssicherheit und die Sicherstellung von Fruchtfolgeflächen. Ich bitte Sie, unserem Vorstoss in diesem Sinne zu folgen.

La présidente. Est-ce qu'il y a des groupes qui aimeraient s'exprimer? – Oui. Mme Haudenschild pour les Verts. En attendant que vous descendiez, j'aimerais souhaiter un bon anniversaire à M. Bernhard Riem, tout de bon, et profitez de la journée, même si on a la session. Félicitations Monsieur. (*Applaudissements*) Mme Haudenschild pour les Verts, c'est à vous.

Rita Haudenschild, Spiegel (Les Verts). Ich habe zwar gehofft, dieser Vorstoss werde durchgewinkt, aber nun müssen wir eben doch noch über die Abschreibung diskutieren. Manchmal staune ich schon ein bisschen – und zwar aus mehreren Gründen. Da setzen sich verschiedene Vertreter der SVP für Fruchtfolgeflächen ein: Der Redaktor des «Schweizer Bauern» aus Unterlangenegg; das liegt doch schon noch einige Hügel von der Aare entfernt. Der Leiter der Raiffeisenbank von Aeschi; das liegt auch nicht gerade am Aareufer. Wenigstens ein Bauer aus Gerzensee ist immerhin am Rand betroffen; er sieht auf die Aare hinunter. Die Raiffeisenkasse ist zwar der Nachhaltigkeit verpflichtet, wie man im Geschäftsbericht lesen kann. Sie engagiert sich für Mensch und Umwelt, heisst es dort. Für den SVP-Vertreter gehören aber wohl Hochwasserschutz- und Renaturierungsprojekte nicht zur Nachhaltigkeit. Da staunt man dann auch ein bisschen, dass der Redaktor des «Schweizer Bauern» zwar den Verlust von Fruchtfolgeflächen für Renaturierungen beklagt; aber wenn wegen überlassener Strassenbauprojekte Dutzende von Hektaren besten Landwirtschaftslands, alles Fruchtfolgeflächen, verloren gehen, dann hört man nichts, kein Wehklagen. Zur Ankündigung von Frau Regierungsrätin Egger zur Strassenbauabsicht im Oberaargau und im Emmental habe ich auf jedenfalls keine Medienmitteilung der SVP lesen können. Sie haben sich zum Verlust von Dutzenden von Fruchtfolgeflächen nicht geäußert.

Dasselbe gilt beim Siedlungsbau. Die SVP fordert im Richtplan mehr Siedlungsbau. Sie wollen also zusätzliche Flächen einzonen und nicht weniger, vor allem auch in den ländlichen Regionen. Das heisst, sie wollen auch dort Fruchtfolgeflächen für den Siedlungsbau preisgeben. Dort geht für Strassen- und Siedlungsbau bestes Land verloren, nämlich Fruchtfolgeflächen. Es handelt sich um ungefähr hundertmal mehr Fläche, als für Gewässerräume und Renaturierungen. Die SVP-Vertreter bleiben aber ausnahmslos stumm, wenn es um das Zubetonieren von Landwirtschaftsland geht, sei dies nun landwirtschaftliche Nutzfläche oder Fruchtfolgefläche. Sind jedoch Renaturierungen und Gewässerräume betroffen, wo nur Fläche von Fruchtfolgefläche in landwirtschaftliche Nutzfläche umgewandelt werden soll, wo also alles grün bleibt und das meiste weiterhin bewirtschaftet werden kann, dann beginnen sie zu «poltern». Warum, Herr Krähenbühl, thematisieren Sie nicht einmal den Verlust durch Siedlungs- und Strassenbau? Man staunt, Frau staunt noch mehr. Die grüne Fraktion schreibt ab.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Mir persönlich hat dieses Votum etwas wehgetan. Es ging an der Sache vorbei. Ob es nun Raiffeisenbankleute sind oder ob es Leute vom «Schweizer Bauer» sind, hat nichts mit der Sache zu tun. – Wir bestreiten hier nicht Renaturierungen. Wir lehnen auch die Abschreibung dieser Motion nicht ab.

Aber nun zu Sache. Von der SVP her hat Ueli Augstburger das Meiste gesagt. Was er nicht gesagt hat, ist, dass die 4,2 Hektaren Wald, die frisch aufgeforstet werden müssen, ebenfalls auf Fruchtfolgefläche aufgeforstet werden. Das tut uns weh. Wir sind der Auffassung, dass man andere Flächen hat um Wald aufzuforsten und dafür nicht Fruchtfolgefläche vernichten muss. Im vorliegenden Projekt sieht man das anders. Wie Ueli Augstburger bereits gesagt hat, ist der SVP

auch etwas sauer aufgestossen, dass man eigentlich den Grossen Rat als etwas unwürdig darstellt, wenn man schreibt, es sei sehr komplex und man könne diese Berechnungen nicht nachvollziehen. Aus diesen Gründen sind wir ganz klar der Meinung, dass wir diese Motion nicht abschreiben sollten. Zudem dauert dieses Projekt noch relativ lange und die Gesetzgebung kann sich aufgrund der Vorstösse beim Bund noch ändern. Daher möchten wir das noch offenhalten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). In dieser Motion wird ja etwas gefordert, das heute ganz selbstverständlich sein sollte, nämlich diese Fruchtfolgeflächen zu erhalten und zu kompensieren. Ich betone: «sein sollte». Wir sind nicht ganz sicher, ob das bei diesem konkreten Geschäft gewährleistet ist. Heute ist es ja Mode, die Fruchtfolgeflächen einfach herumschieben, hin und her zu schieben, eventuell zu renaturieren oder auch nicht, bis es dann einfach irgendwie passt. Und wir wissen ja alle, dass sich Land in Gottes Namen auch in dieser Schweiz nicht vermehrt. Das ist ein ganz schwieriges Thema. Wir sind natürlich sehr froh, wenn das Thema Kulturlandverlust ein Dauerthema bleibt und unterstützen in diesem Sinn die Motion. Aufgrund verschiedener Aussagen der Vorredner könnte ich mir nun vorstellen, dass die Haltung zur Abschreibung der Motion auch bei uns in der BDP nicht mehr ganz so eindeutig ist. Vielleicht haben sich teilweise die Meinungen etwas geändert. Ich möchte zum Votum von Rita Haudenschild noch etwas sagen. Wir, seitens der BDP, haben natürlich überhaupt kein schlechtes Gewissen bezüglich Kulturlandschutzes. Wir sehen sehr wohl auch, dass die Siedlungsentwicklung ein grosses Problem ist und nicht nur die Renaturierungen. Wir möchten uns dabei schon deutlich abgrenzen. In diesem Sinne schlage ich aus meiner persönlichen Sicht vor, dass man die Motion nicht abschreibt. Was die BDP macht, weiss ich nicht ganz sicher. Vielleicht hat es einen Meinungsumschwung gegeben.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich habe leider mein Manuskript vergessen, aber das macht nichts. (*La présidente agite sa cloche.*) Was ich aber mitgenommen habe, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ist die Vernehmlassung der SVP zum Kantonalen Richtplan. Dort lese ich zum Thema Fruchtfolgeflächen, dass ein Landwirtschaftsbetrieb zonenkonforme Bauten kompensationsfrei auf Fruchtfolgeflächen machen dürfen soll. Das verstehe ich noch halbwegs, geschätzte Kolleginnen und Kollegen von der SVP. Aber dann steht da weiter, Gewerbebetriebe in derselben Situation sollten das auch tun dürfen. (*La présidente agite sa cloche.*) Ich glaube tatsächlich, dass die SVP-Vertreter einen internen Klärungsbedarf haben.

Im vorliegenden Geschäft setzt man sich nun wieder für die Fruchtfolgeflächen ein, mit Energie und Impuls und man will nichts abschreiben, das eigentlich geklärt ist. Aber in der Vernehmlassung zum Richtplan stellt man einfach fest, dass Fruchtfolgeflächen offensichtlich doch nichts sind, das man so wahnsinnig schützen will. Sehen Sie, der Verlust von Fruchtfolgefläche, von landwirtschaftlich genutztem Land, beginnt immer an einem Ort, nämlich dort, wo ein Landwirt bereit ist, sein Land zur Einzonung freizugeben. Daher ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht bereit, die Abschreibung dieses Vorstosses zu bestreiten, in dem es nun wirklich um Hochwasserschutz geht und damit um hochrangige öffentliche Interessen. Es geht um ein Projekt, bei dem man in langjährigen Prozessen sorgfältig die Interessen austariert hat und in dem man – wie die Regierung schreibt – die massgebende Fruchtfolgefläche gemäss Gesetzgebung kompensiert. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird daher dieser Abschreibung zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich beziehe mich als Erstes kurz auf das Votum von Rita Haudenschild. Ich bin nicht ganz einverstanden, wenn du bemängelst, die Motionäre hätten ja gar keinen persönlichen Bezug zum Geschäft und wohnten zu weit weg von der Aare. Ich finde, man darf hier im Grossen Rat Motionen einreichen, auch wenn man keine persönliche Betroffenheit hat. Das ist durchaus in Ordnung. Dafür sind wir auch gewählt und dafür sind wir auch hier.

Aber – und da kommt das ganz grosse «Aber» – ich kreide den Motionären an, dass sie sich offenbar auf Behauptungen und auf Hörensagen stützen und nicht einmal diejenigen Leute fragen, die jahrelang an diesem Projekt mitgearbeitet haben. Erich war jahrelang in der Begleitgruppe und ich ebenfalls. Viele Leute waren dabei, sehr viele auch von der SVP, und immer wieder werden Sachen kolportiert und behauptet, die einfach nicht stimmen. Sorry, dieser Teil von Uetendorf gilt bei uns nicht als Fruchtfolgefläche, und sie hat bei uns auch nie als solche gegolten. Ob sie in der offiziellen Statistik ist, weiss ich nicht. Aber neu wird sie als solche gelten. Es werden hier einfach Dinge behauptet. Ich war lange in der Begleitgruppe des Projekts aarewasser, und das ist ein sehr gut und seriös ausgearbeitetes Projekt. Man hat eine sehr aufwendige Mitwirkung vorgenommen. So erstaunt es eben, dass man hier gerade von den Betroffenen nichts hört, da muss ich Rita Recht

geben. Diese haben sich weder hier noch an den damaligen Sitzungen offiziell geäußert. Vielmehr wird nun auf Hinterwegen etwas versucht. So ist es einfach nicht wahr. Diese Motion können Sie getrost abschreiben, denn die Vorwürfe stimmen nicht. Im Projekt gibt man sich alle Mühe. Man versucht, den Verlust von Kulturland so klein wie möglich zu halten und ihn mit den Vorteilen des Hochwasserschutzes ins Gleichgewicht zu bringen. Schreiben Sie diese Motion bitte ab!

Peter Moser, Bienne (PLR). Auch wir haben in unserer Fraktion nach den ersten Infos von den Motionären, aufgrund der Texte und der Antwort, Abschreibung beschlossen. Bei der SVP sind nun offenbar neue Fakten hinzugekommen, wie wir heute gehört haben. Wir lassen nun einmal Frau Baudirektorin Egger sprechen, und vielleicht gibt es dann ein paar Leute, die helfen würden, die Motion nicht abzuschreiben. Aber beschlossen haben wir an und für sich auch Abschreibung.

La présidente. J'ai eu tous les groupes, donc si quelqu'un aimerait s'exprimer à titre personnel, je vous prie de vous annoncer. M. Aeschlimann pour le PEV, c'est à vous.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die EVP-Fraktion schliesst sich den Äusserungen des Regierungsrats an und wird abschreiben. Für uns ist die ganze Begründung stimmig und schlüssig. Wir sehen auch, dass sorgfältig mit der Kompensation dieser verlorengegangenen Fruchtfolgeflächen umgegangen wurde. Mir geht es ein bisschen wie meinen Vorrednern und meiner Vorrednerin. In diesem Rat ist Fruchtfolgefläche nicht gleich Fruchtfolgefläche. Wenn es darum geht, dass sie gefährdet ist oder verloren gehen soll, wird sie unterschiedlich beurteilt. Ich bin mit Rita Haudenschild einig: Wenn Strassenprojekte durch bestes Kulturland geplant werden, dann hat die Fläche, die dort verloren geht, einen schweren Stand.

La présidente. Avant que nous ne passions à l'intervenant suivant, j'aimerais vous informer que nous avons la visite d'une classe de Zollikofen, la dixième année BVS (*la présidente agite sa cloche*) – c'est tout ce que l'on m'a dit, je ne sais pas ce que c'est comme classe – je vous souhaite la bienvenue parmi nous et j'espère que vous avez un moment intéressant parmi nous, merci (*applaudissements*). Nous passons donc aux intervenants à titre personnel et c'est à vous M. Krähenbühl, vous avez trois minutes.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich danke dem Kollegen Hannes Zaugg. Er hat bereits eine Aussage von Kollegin Haudenschild richtiggestellt, die ich als persönlichen Angriff interpretiere. Es wird sehr schwierig, wenn man hier im Grossen Rat keinen Vorstoss machen darf, wenn man davon nicht direkt betroffen ist. Dann wäre auch die Frage zu klären, ob es besser sei, einen Vorstoss zu etwas zu machen, von dem man selber betroffen ist. Das ist ja viel häufiger der Fall. Ich bin in der Bildungskommission, und da sehe ich zum Beispiel Interessenvertretungen gerade von Ihrer Partei. Ich möchte aber noch etwas Weiteres zu diesem Geschäft sagen. Wenn man persönliche Angriffe macht, sollte man sich schon informieren. Ich habe zum Beispiel in der letzten Session genau aus diesem Grund gegen den Kredit für die Internationale Schule Münsingen gestimmt; nämlich wegen dem Kulturlandschutz. Ich habe im Gegensatz zur grossen Mehrheit unserer Partei sogar auch an der schweizerischen Delegiertenversammlung der SVP für die Revision des Raumplanungsgesetzes gestimmt – soviel dazu!

Nun noch eine Bemerkung zu Hannes Zaugg. Es gibt ein relevantes Register. Das ist der Sachplan, in dem die Fruchtfolgeflächen aufgeführt sind. Wir haben die Flächenfrage mit der Verwaltung abgeklärt und sie sagte, diese Flächen seien nicht im Sachplan enthalten. Das ist relevant! Es ist also ganz klar, dass als Folge dieser Renaturierung unter dem Strich – auch nach Abschreibung dieser Motion – weniger Fruchtfolgeflächen im Sachplan enthalten sind als jetzt.

La présidente. Du PS-PSA, Mme Fuhrer, et s'il y a encore des intervenants à titre personnel, je vous prie de vous annoncer maintenant, dans trente secondes je clos la liste, à vous Madame.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Ich muss sagen, dass ich keinen Bezug zum «Schweizer Bauer» habe, keine Verbindung mit der Raiffeisenbank und von meinem Hof aus auch nicht auf die Aare hinunter sehe, sondern auf die Gürbe. Ich bin aber trotzdem gegen die Abschreibung dieses Anliegens. Und ich bedaure, dass das Hochwasserschutzprojekt in der jetzigen Diskussion in Frage gestellt wird oder dass man hier über Renaturierungsprojekte spricht. Selbstverständlich ist ein Hochwasserschutzprojekt wichtig und muss umgesetzt werden. Und selbstverständlich sind

Renaturierungsprojekte aus meiner Sicht ganz wichtig, brauchen ihren Platz und müssen umgesetzt werden. Hier geht es aber nur um die Frage, ob man die Fruchtfolgeflächen, die bei diesem Projekt verloren gehen, ersetzt oder eben nicht. Ich bin klar der Meinung, dass der Kanton Bern vorbildlich ist. Er hat ein parzellengenaues Inventar der Fruchtfolgeflächen. Wir wissen aber auch, dass wir noch zusätzliche 3000 Hektaren Fruchtfolgeflächen haben sollten. Deshalb erachte ich es als wichtig, hier gerade auch für die Akzeptanz von weiteren Renaturierungsprojekten ein Zeichen zu setzen, diese Fruchtfolgefläche zu kompensieren und deshalb diese Motion nicht abzuschreiben.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich verstehe eigentlich die Aufregung hier nicht. In der Motion steht, der Regierungsrat werde beauftragt, die im Rahmen des Hochwasser- und Renaturierungsprojekts *aarewasser* verlorengehenden Fruchtfolgeflächen vollumfänglich zu kompensieren. Der Regierungsrat nimmt diese Motion an. Der Regierungsrat wird also diese Fruchtfolgeflächen kompensieren. Nun geht es noch darum, ob man das abschreiben will oder nicht. Ich handhabe es jeweils so, dass ich sage, der Grosse Rat soll selber bestimmen, ob er einen Vorstoss abschreiben will oder nicht. Wir werden die Fläche so oder so kompensieren, ob Sie das abschreiben oder nicht. Darum überlasse ich Ihnen die Frage des Abschreibens.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut prendre la parole? Trois minutes, annoncez-vous s'il vous plaît.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Ich möchte nicht verlängern. Es wurde schon viel gesagt, auch von meinen Vorrednern. Aber zu zwei oder drei Dingen möchte ich doch noch etwas sagen. Einerseits möchte ich gerade bei Frau Regierungspräsidentin anknüpfen. Sie sagte, sie wolle diese Flächen kompensieren. Das ist genau das, was wir als Motionäre wollen. Aber wir wollen sie nicht mit Flächen kompensieren, die heute bereits im Sachplan für Fruchtfolgeflächen sind. De facto gibt das ja eine Verminderung der Fruchtfolgeflächen. Es handelt sich somit nicht um einen Ersatz.

Dann etwas zu Luc Mentha. Er sagte, die Flächen würden immer von der Landwirtschaft selber freigegeben. Das stimmt natürlich so nicht. Das Land ist leider nicht allein bei der Landwirtschaft. Die Stadt, der Kanton, die Burgergemeinde und zahlreiche Private besitzen ebenfalls viel Land. Somit wird auch von dieser Seite her immer wieder Fläche für verschiedenste Projekte freigegeben. Und noch grundsätzlich zu Rita Haudenschild und Luc Mentha: Wir haben hier nie das Projekt *aarewasser* an sich kritisiert, sondern nur die Kompensation. Und wir haben hier auch keine wirtschaftspolitische Diskussion vom Zaun reissen wollen, indem man die Wirtschaft, die Landwirtschaft und den verfügbaren Boden gegeneinander ausspielt. Vielmehr wollten wir hier wirklich nur diesen Punkt mit den 3,7 Hektaren Fruchtfolgeflächen klären, die effektiv verloren gehen. Hannes Zaugg wurde die Antwort schon gegeben. Wir haben diese von kompetenter Stelle erhalten. Ich selber habe als Gemeindepräsident von Gerzensee dieses Projekt schon früher miterfahren dürfen. Daher habe ich in diesem Projekt auch etwas Erfahrung.

La présidente. Nous passons donc au vote. Nous ne faisons qu'un vote, ceux qui acceptent la motion et le classement voteront oui, ceux qui refusent voteront non. – Vous voulez deux? – Si vous voulez deux, alors on y va. Alors, ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui refusent la motion votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 141

Non 2

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Nous passons au classement. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 83

Non 57

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté le classement de cette motion.